

Désinformation-spectacle p. 4

La Colombie selon Bernard-Henri Lévy ou l'analyse ratée d'un similitudineux.



Peine de mort p. 6

Les États voyous ou le barbarisme d'un gouvernement assassin.



Les nouveaux gladiateurs p. 7

Loft Story: apologie de la vulgarité et consécration du mauvais goût.

Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 4 • n° 10

Juillet 2001

3,50 \$

COUAC
COUAC
COUAC



COUAC
COUAC
COUAC



COUAC
COUAC
COUAC



COUAC
COUAC
COUAC



COUAC
COUAC
COUAC



COUAC
COUAC
COUAC



Le terrorisme, McVeigh et le gouvernement américain

Par Howard Zinn*



Maintenant que Timothy McVeigh a été exécuté et que les besoins de vengeance et de châtiement ont pu trouver satisfaction, nous pouvons réfléchir calmement à la façon dont McVeigh a appris son curieux sens du bien et du mal du même gouvernement qui l'a condamné.

Quiconque possède une once de sens moral ne peut approuver la destruction d'un édifice ayant entraîné la mort de 168 personnes. Mais McVeigh n'a pas eu à chercher bien loin pour s'apercevoir que c'est très exactement ce qu'avait fait le gouvernement des États-Unis, mais à plus grande échelle.

Pendant la guerre contre l'Iraq – guerre où McVeigh fut décoré – la US Air Force a ainsi bombardé, le 15 février 1991, un abri anti-aérien à Bagdad. Plus de 600 personnes, parmi lesquelles de nombreuses femmes et enfants, furent tuées au cours de cette opération, tandis que d'autres bombardements avaient quant à eux atteint des autobus, des trains, des autoroutes, des hôpitaux, ainsi que des quartiers résidentiels, entraînant également la mort de civils. Le gouvernement qualifia ces bombardements d'accidents.

Mais peut-on véritablement parler d'accidents quand le fait de larguer un très grand nombre de bombes sur une ville entraîne inévitablement la mort d'innocents ?

Toutefois, dans le cas qui nous intéresse, celui du bombardement de l'abri anti-aérien, les États-Unis ont admis qu'ils avaient agi intentionnellement, affirmant qu'il y avait là un centre de communication.

Aucune preuve de cela, si mince soit-elle, ne fut pourtant trouvée par les journalistes qui ont arpenté les ruines immédiatement après le bombardement. Et même si l'existence d'un centre de communication irakien s'était avérée exacte,

cela justifierait-il pour autant le massacre (il n'y a pas d'autre mot pour cela) de centaines d'hommes, de femmes et d'enfants ? Si McVeigh avait servi dans les forces aériennes plutôt que dans l'infanterie et qu'il avait largué cette bombe, faisant deux fois plus de victimes qu'à Oklahoma, il serait toujours vivant et porterait peut-être une médaille de plus sur la poitrine.

Pour justifier les victimes et les blessés survenus lors de l'explosion de l'édifice fédéral à Oklahoma, McVeigh utilisa l'expression « dommages collatéraux » – celle-là même qui est employée par notre gouvernement pour désigner la mort de civils au cours des bombardements américains en Iraq, au Panama ou en Yougoslavie. Mon édition scolaire du dictionnaire Webster définit comme « collatéral » ce qui accompagne ou est relié, mais qui reste secondaire ou subordonné. McVeigh, de même que les dirigeants américains, ont donc considéré que le prix en vies humaines, comparativement à tout ce qui a été détruit, était secondaire et assurément acceptable.

Si McVeigh, guidé par un sens démentiel de la morale, n'est maintenant plus en mesure de causer des pertes humaines, il en va tout autrement du gouvernement

des États-Unis dont la vitalité et la capacité à larguer toujours plus de bombes – comme celles lâchées presque quotidiennement sur l'Iraq – rendront la mort de civils toujours justifiable en tant que « dommages collatéraux ».

Au lendemain de l'exécution de Timothy McVeigh, le *Boston Herald* titrait à la une: « CEST FINI ! ».

Mais ce n'est pas fini. Le terrorisme n'est rien d'autre que le meurtre d'innocents dans le but de faire passer un message (ce sont là les termes utilisés par McVeigh ainsi que par les porte-parole du gouvernement américain après chaque bombardement de villes étrangères). Et aussi longtemps que notre gouvernement pratiquera des actes terroristes, tout en réaffirmant chaque fois agir dans l'intérêt de la démocratie et de la liberté, ou encore pour envoyer un message à quelque autre gouvernement, nous verrons réapparaître d'autres Timothy McVeigh suivant le même exemple.

Non, rien n'est fini. Les actes terroristes individuels vont continuer et seront qualifiés – à juste titre – de fanatismes. À une échelle bien plus large, le terrorisme d'État lui aussi se poursuivra et sera appelé « politique étrangère ». Voici bien la morale perverse qui règne aujourd'hui et qui perdurera tant et aussi longtemps que les États-Unis n'auront pas décidé que toute forme de terrorisme est injuste et ne saurait être tolérée.

* Howard Zinn, professeur émérite de l'Université de Boston, est l'auteur d'une importante histoire du peuple américain.

Sous le parapluie des étoiles en armes

La démocratie officielle, aux États-Unis, en politique intérieure, correspond dans une large mesure à la réalité démocratique. Elle peut être admirable. Cependant, d'un autre point de vue, le discours démocratique officiel des USA est un paravent. En particulier, il contribue fortement à couvrir l'entreprise universelle la plus antidémocratique qui se soit vue, l'effrayante politique internationale de Bush et du parti républicain.

À quoi rime subliminalement l'image démocratique historique et constitutionnelle des États-Unis aux yeux du public américain à l'heure actuelle, mais aussi aux yeux de l'Occident ? À quoi sert-elle ? Elle sert au blanchiment de l'impérialisme mondial de l'économie privée, porté à bout de bras par les USA. Impérialisme supra-étatique, affranchi du politique, et maintenant militaire et voulant dominer depuis l'espace. Les États-Unis ne peuvent faire de mal, ils sont démocratiques, ils ont des principes !... La couverture est efficace. À présent, tout l'hémisphère, faisant partie des USA en quelque sorte, se met dans la même philosophie officielle et ce sera bientôt sous le parapluie des étoiles ! Des étoiles en position de combat.

L'opinion publique est faible

Or, dans l'opinion publique, un phénomène curieux, inversement proportionnel aux dimensions des événements des six derniers mois, précipités par Bush, devrait retenir l'attention. J'écris ces lignes et

10 juin. L'opinion, aux États-Unis mêmes, réagit plutôt paresseusement, comme si sa compréhension était dépassée par l'inconcevable

La dictature et les institutions américaines sont en principe opposés; mais la dictature dont je parle court par en-dessous, prenant la forme déjà présente d'un pouvoir suprême mais occulte (...)

gravité des initiatives de Bush. La réputation démocratique du pays, aux yeux des nationaux, soutient jusqu'à un certain point la légitimité prétendue des initiatives présentes du gouvernement américain, lui-même légitimé par la Constitution.

Ce n'est pas d'hier que les États-Unis couvrent leurs actes à l'étranger en utilisant le stéréotype de la « démocratie », car c'est leur marque de commerce. Le coup d'État de Pinochet en 1973, fomenté par la CIA. La mise au ban de Cuba depuis 1959. La création et le maintien de régimes fantoches en Amérique du Sud. La « démocratie » est un parfait alibi.

Les mesures annoncées par le président américain, terrifiantes, ont une ampleur telle qu'elles ne semblent pas exclure la perspective, à moyen ou à long terme, d'une dictature du pouvoir économique, directe et extrêmement étendue sur les peuples. Le monde entier devrait réagir devant toute perspective de cet ordre. On ne sent pas beaucoup cette réaction. L'événement est traité comme d'autres par les médias: ponctuellement, sans excessive insistance. Quant aux gouvernements, ils ont

bien l'air de vouloir se ranger docilement.

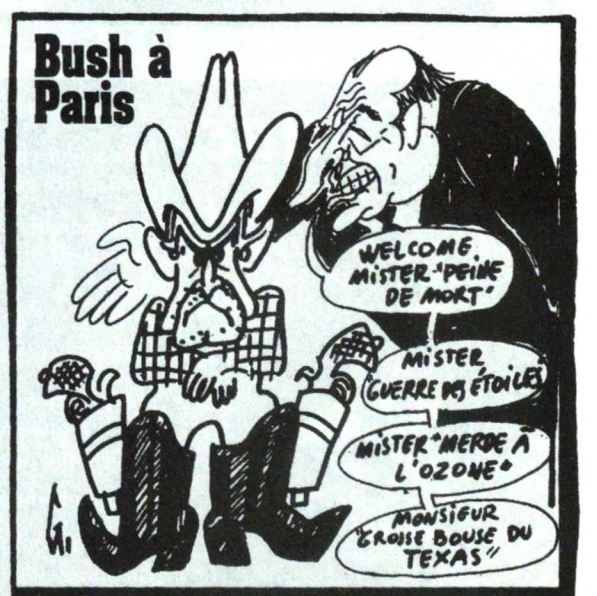
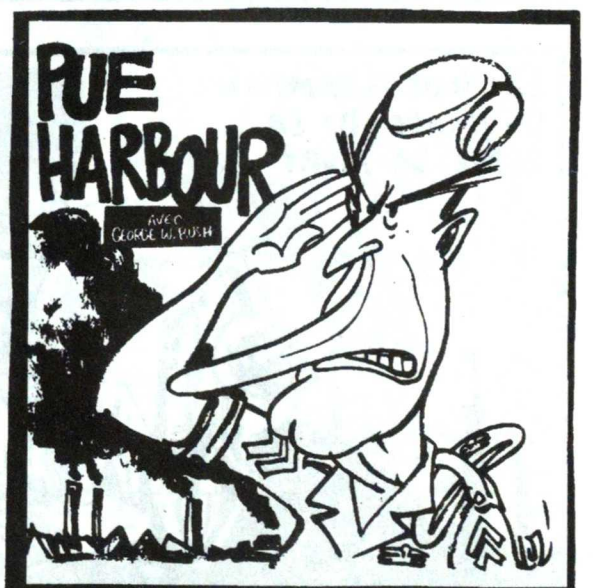
La dictature et les institutions américaines sont en principe opposés; mais la dictature dont je parle court par en-dessous, prenant la forme déjà présente d'un pouvoir suprême mais occulte et en apparence à l'arrière-plan, candidat à la domination du monde comme une nouvelle féodalité.

Peut-on sérieusement penser qu'aux États-Unis la résistance pourrait s'organiser dans les universités, dans les rues, comme au temps de la guerre du Vietnam ? Les échos ne nous apportent pas cette nouvelle. Et dans le monde ? Parmi les puissances d'Europe occidentale, il n'y a guère que la France qui ne soit pas immanquablement servile, mais elle n'a pas d'appuis sûrs. L'Europe est molle. La Grande-Bretagne, quand il s'agit des USA et du profit qu'elle en tire, n'a pas d'honneur: elle est obséquieuse, elle s'écroule. L'Allemagne est une puissance à la fois très ambitieuse et très opportuniste, portée elle aussi sur les Américains.

L'écart entre ce qui se passe actuellement d'inouï et l'insuffisante conscience qu'on paraît en avoir est en soi une mesure de la distraction dans laquelle l'opinion démocratique est plongée.

Il n'y a pas de comparaison, bien sûr, mais, tout de même, dans les années 30, on attendait un peu de la même façon les événements, on était partagé, on ne concluait guère, on osait moins encore qu'on ne concluait.

PIERRE VADEBONCEUR





COURRIER DES LECTEURS

Jack Newtown

Ça m'écoeure. L'aplaventrisme devant l'argent. Se peut-il que Jacques Villeneuve soit maintenant de Nationalité Française ou Monégasque et qu'il ne soit plus Canadien-Français? Se peut-il qu'il échappe à nos lois? Se peut-il que notre Gouvernement soit trop chétif pour ne pas employer un autre mot en ch... qui finit en ...œufs et qu'il se permette de faire exception à sa loi sur l'affichage? Se peut-il que la France nous laisse encore une fois tomber? Jack Newtown après tout n'est qu'un employé de bar. L'article de Jean Dion est minable. Combien le Bar, dit le Club de Newtown, a-t-il donné au *Devoir* pour sa page de publicité? Allez demoiselles éprises de sensations fortes offrir vos beaux petits body au célibataire de la course, lui y connaît ça. On disait les niais de Terre-Neuve, bientôt on dira les niaiseuses de Newtown. Oh grands défenseurs et défenseuses de notre langue, mettez vos culottes d'ostination. Lisez et relisez cette phrase de Valéry, elle date je crois de 1935 ou avant: «sachant nous défaire de notre histoire, nous en serons déchargés par des peuples plus heureux qui n'en ont point ou presque point. CE SONT DES PEUPLES HEUREUX QUI NOUS IMPOSERONT LEUR BONHEUR». On peut dire que Jack Newtown est un gars heureux. Dion d'ailleurs le dit en toutes lettres: Jack Newtown est un gars heureux! Le *Devoir*, il ne doit pas l'oublier, a le devoir de courir parfois... dans le sens contraire des aiguilles d'une montre. L'article qui voisine celui qui publicise le club du célibataire heureux, (à quand la bière Bar ou Newtown, Charlebois?) nous rappelle que rien ne doit être tenu pour acquis. J'espère que Larose y sera vu à l'ouverture officielle au bras de la ministre des finances de la Petite Nation.

Gilles Delorme

Splendeurs et misères de la mondialisation

Terme maintenant consacré, alors qu'on ignorait jusqu'à son existence il y a 10 ans, la mondialisation est au goût du jour. Concept galvaudé s'il en est un, tout le monde en parle, chacun à sa façon. Le Sommet de Québec sur la ZLÉA suscitait, récemment, un questionnement sur l'ouverture des marchés à l'industrie du sexe. On parlait de prostitution, d'esclavage sexuel, de trafic de femmes et d'enfants, d'importation d'épouses (*bride-to-order*). Les intervenantes au «Colloque sur la prostitution et la mondialisa-

tion» démontraient un certain pessimisme et sonnaient l'alarme: le Québec n'est pas immunisé contre le «fléau social» que constitue l'industrie du sexe, toutes catégories confondues. Tenu sous l'égide d'un organisme de coopération internationale, ce colloque réunissait cinq intervenantes provenant de diverses contrées et venues faire état de la chose, entre autres au Brésil et en Afrique. À deux ou trois nuances près, ces dames revendiquaient une lutte encore plus acharnée à l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants. Profitant de la tenue du Sommet de Québec, ces dames ont allégrement mélangé les cartes d'un jeu assez complexe et réinscrit le débat concernant la décriminalisation de la prostitution dans le contexte de la mondialisation. Une joute splendide de sophismes s'annonçait, d'autant plus que l'on avait omis d'inviter les principales intéressées, la maison Stella (ressource pour travailleuses du sexe et groupe de pression en matière de décriminalisation des métiers du sexe, à Montréal)...

Y a-t-il vraiment péril en la demeure? Selon ce qui a été rapporté dans les médias, il semble que oui! Mondialisation oblige, on prévoit une recrudescence du trafic humain au Québec, véritable paradis de la chair à acheter! À entendre parler certaines, des conteneurs bourrés de femmes et d'enfants destinés aux vastes marchés ouverts par la ZLÉA seraient en route vers les Amériques. En outre, on craint une hausse de la demande de mineures vierges, à qui on attribue des vertus curatives contre le sida. Tout, finalement, pour fêter le 1^{er} anniversaire de l'échec du projet pilote de déjudiciarisation (un autre beau mot) de la prostitution, de rue entendons-nous, la nuance est importante, dans Centre-Sud. De l'exercice, les médias n'ont retenu qu'une chose, le discours subjectif des intervenantes qui joue sur la fibre morale (ces pauvres femmes... et tous ces enfants qu'on prostitue...!), sans discriminer les différentes composantes de l'industrie du sexe (prostitution adulte/juvenile, danse érotique, tourisme sexuel, trafic humain, pornographie) et la situation des droits des femmes dans le monde.

N'en déplaise aux intervenantes et aux militantes de certains groupes féministes, on compare des pommes avec des pommes! Prenons la prostitution. D'emblée, précisons que malgré les croyances populaires, le fait d'échanger des services sexuels

contre rémunération, ce qu'il est convenu d'appeler de la prostitution, n'est pas un crime au Canada. Toutefois, le législateur interdit la sollicitation de rue en prohibant, dans les lieux publics, la communication à des fins de prostitution. La tenue de maisons de débauche et le proxénétisme sont également prohibés. La légalité «relative» de la prostitution ne s'applique évidemment pas à la prostitution juvénile, qui demeure interdite. Et pour cause, il s'agit d'une toute autre problématique! Il faudrait, un jour, expliquer à certaines militantes féministes (et aussi à certaines administrations gouvernementales) qu'il est néfaste de traiter les femmes et les enfants ensembles, particulièrement lorsque les mesures impliquent l'État. On lui laisse ainsi sous-entendre que les femmes, tels des mineurs, ont besoin d'une protection spéciale. Bonjour l'égalité *de jure* comme *de facto*!

Cette stratégie, excellente pour susciter des paniques morales à l'origine de mesures plus répressives en matière de sexualité, occulte cependant un fait: à Montréal, quand on parle de prostitution, ce qui cause problème, ce n'est pas le 90% de l'activité légale et florissante constituée par les escortes, la prostitution de luxe et autres «Marina te reçoit» dont nous abreuvons les annonces classées de tout bon quotidien! Non, c'est le 10% qui reste et qu'on analyse comme un tout: la prostitution juvénile et la prostitution de rue, celle-ci menant à celle-là et inversement! Ou'on nous présente pour une fois l'opinion de cette majorité de femmes (et d'hommes!) majeures, consentantes, vaccinées et avisées qui ont choisi une activité somme toute légale et qui s'en portent très bien! Qui sait? Peut-être ont-elles un point de vue en matière de mondialisation et de prostitution... Elles devraient, car des dames bien intentionnées venues de partout ont déclaré la guerre à «l'asservissement sexuel des femmes» (n'ayons pas peur des mots) et prétendent parler à leur place...

Ce qui mène à cette autre dimension de la mondialisation: l'importation de problèmes! Premièrement, nous n'en avons pas besoin, nous sommes autosuffisants! Et puis, le sexe peut être un lieu commun de l'exploitation des femmes, chaque situation est particulière. La prostitution à Rio est différente de celle de Montréal ou de Bangkok, le statut de la femme aussi! Je ne mélangerais pas les deux! On peut être en faveur de mesures

visant à mettre fin à la discrimination sexuelle ou au trafic humain sans pour autant suggérer à nos dirigeants de recriminaliser la prostitution, au nom des droits de la personne! Avec ou sans mondialisation, l'exploitation des femmes demeure! Les talibans se rient pas mal de la mondialisation! Dans ces contrées, un véritable travail de terrain demeure à faire en ce qui concerne ne serait-ce que la reconnaissance des femmes comme personnes, point!

Je ne crois pas à la thèse du container ou de la demande sans cesse grandissante de jeunes pré-pubères qui pourrait sévir au Québec. Ce sont des passages à la limite. Sans pour autant suggérer qu'il n'y ait d'autres problématiques reliées, ces appréhensions ne sont pas fondées chez nous. Notre rapport à la sexualité est différent, particulièrement en ce qui concerne l'État! Et il appert que, malgré les injonctions du fédéral, le Québec se démarque encore par son esprit de tolérance; le puritanisme anglo-saxon en matière de sexualité étant toujours étranger à la culture latine... Chaque État doit y voir, à sa manière. Il ne peut y avoir de solution commune et applicable à l'ensemble. La mondialisation n'y changera rien! Comme si ce n'était pas assez, la bête n'a rien, mais alors là vraiment rien à faire dans nos transactions sexuelles, quelles qu'elles soient!

Nathalie Durand
Belceil

L'après-sommet de Québec: lettre ouverte à Philippe Duhamel,

Monsieur,

La présente lettre (...) vise à vous reprocher tout court de ne pas avoir pensé de manière sérieuse notre situation commune de militants, comme il vous incombait. Le problème tient pour nous dans le fait que dans vos plaidoyers mass médiatiques, vous optez pour la voie facile du moralisme anti-violence qui n'a pour effet que de soumettre d'autres formes de militance aussi politisées que la vôtre à une réputation d'illégalité aggravée en regard de la résistance passive. Conséquemment, malgré tous vos efforts, votre activisme n'apparaît plus d'abord comme étant mû par une conviction pacifiste, mais comme une expression modérée et respectable d'illégalisme. Lorsque tout est ainsi laminé par l'idée que le moins illégal est préférable au plus illégal – et

qu'en sus, votre moralisme laisse croire que le plus illégal est nécessairement plus irresponsable, tout débat sur la dialectique de l'opposition politique se trouve exclu. Vous nous direz que vous n'êtes pas un dialecticien: nous vous répondrons que là est votre irresponsabilité. Chaque fois que vous parlez de la violence, que vous en faites le synonyme de l'excès impardonnable, et que vous pensez ne parler que du point de vue de la force tranquille de votre vertu, vous jouez en fait le jeu du légalisme: dans le cadre de votre assumance de l'illégalité, vous inventez alors la loi de la non-violence qui vous permet de transformer la militance de résistance passive en croisade préventive contre les militants qui ont choisi des stratégies plus musclées. La goutte qui a fait déborder le vase pour nous fût votre intervention à l'émission radiophonique de Michel Lacombe du samedi 28 avril, où vous vous êtes non seulement montré mesquin à l'égard de la mobilisation inespérée contre la ZLEA dont la ville de Québec fut le théâtre, mais où finalement vous avez vous-même fait étalage des limites de vos tactiques et, en dernière instance, des lacunes de votre analyse.

Votre mesquinerie s'est exprimée dans le fait que votre analyse embryonnaire de ce qui s'était passé à Québec a cédé rapidement le pas à vos spéculations imaginatives sur ce qui aurait pu arriver si vous aviez été désigné organisateur d'un festival de désobéissance civile de masse. Nous sommes estomaqués du fait que vous ne soyez pas capable de regarder la réalité en face: la mobilisation de Québec est celle que vous devez accepter parce qu'elle est le fruit d'une forme de mouvance sociale. (...)

Le collectif de réflexion sur l'air des lampions*

* Ce collectif se propose de réfléchir sur les nouvelles formes expressives des revendications populaires qui reprennent la rue.

Écrivez-nous!

Le *Couac* publie les commentaires de ses lecteurs. Les textes doivent être courts. Nous apprécions (beaucoup) les disquettes. Pour nous rejoindre, le courrier demeure une bonne façon: Le *Couac*, 2124 rue Laurier Est, Montréal, H2H 1B9. Télécopieur: (514) 521-5599. Vous pouvez aussi envoyer vos textes à: jfncouac@sympatico.ca



POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 287-9467

Par la poste: Le Couac

3839, App. B, ST-DOMINIQUE, MONTRÉAL (Québec) H2W 2A2

Adressez votre chèque à: Le Couac.



- Abonnement d'un an: 28\$ + taxes = **32,20\$**
- Abonnement de deux ans: 50\$ + taxes = **57,50\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 50\$ + taxes = **57,50\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 220\$ + taxes = **253,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: **46\$**

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

Le Couac

2124, av. Laurier Est,
Montréal, Québec, H2H 1B9
Téléphone: (514) 521-5499
Télécopieur: (514) 521-5599
Abonnement: (514) 287-9467

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

Rédacteur en chef en vacances: Jean-François Nadeau
Rédactrice en chef invitée: Aude Ribis

Collaborateurs: Victor-Lévy Beaulieu, Pierre de Bellefeuille, Jacques Bouchard, Francis Dupuis-Déri, Bruno Dubuc, Marie-Ève Lamy, Maurice Lemoine, François Patenaude, Benoît Perron, Aude Ribis, Michel Rioux, Marco Silvestro, Pierre Vadeboncoeur

Illustrations: Boris, Charb, Filio, Luc Giard, Luz, Serge Ferrand.

Graphisme: Marguerite Binette
Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* et *Le Rire* pour leur collaboration.

Abonnement et publicité: François Patenaude au (514) 287-9467

ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec





Les 42% de la honte

Même si Jean Chrétien n'était pas une lamentable ganache, l'arme ultime de ce qu'il reste en Ontario d'orangistes francophobes, et même s'il était le meilleur Premier ministre depuis la Confédération (ce qui n'est peut-être pas très difficile quand on songe que le principal aspirant à ce titre, Mackenzie King, faisait tourner les tables pour parler aux esprits), l'augmentation de traitement de 42% qu'il s'est fait voter par un parlement asservi serait scandaleuse.

Il y a de la pauvreté dans ce plus meilleur pays? « Que voulez-vous, dira le p'tit gars de Shawinigan, à ce moment ici, c'est une réalité de la vie. Le Christ l'a dit, il y aura toujours des pauvres parmi vous. Mon gouvernement ne veut pas contredire Jésus-Christ. » Il pourra ajouter à part soi: « Profitons alors de l'assiette au beurre. »

En simplifiant un peu, on peut dire qu'on se lance en politique pour l'une de deux raisons: faire carrière ou servir le peuple. À une époque où des salaires atteignent des niveaux faramineux, par exemple ceux des joueurs de hockey ou de baseball, ou encore, dans une moindre mesure, ceux de certains fonc-

tionnaires comme les directeurs d'hôpitaux, la tentation est grande d'oublier le peuple et de se bourrer les goussets. Mais il incombait à Chrétien de donner l'exemple. Il est malheureusement réfractaire à toute idée noble.

Quant aux députés, ils se sont voté une augmentation de 20%. C'est moins scandaleux mais c'est beaucoup. Comme justification, on invoque un argument qui, en réalité, est faux. Pour attirer de bons candidats, dit-on, il faut augmenter le traitement. Or les candidats qu'il faut attirer sont ceux qui veulent servir le peuple, et non pas les carriéristes.

Peut-être aussi, pour attirer de bons candidats, faudrait-il réformer le parlement, permettre aux députés de représenter vraiment leurs électeurs plutôt que de faire de la figuration dans un pitoyable guignol. Un député québécois, Stéphane Tremblay, a déjà protesté contre ce rôle indigne, il y a quelque temps, en emportant son fauteuil hors du Parlement. Ce jeune bloquiste s'est de nouveau distingué en annonçant que grâce à son augmentation, il créerait un fonds de lutte à la pauvreté.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Les silences du commissaire Larose

Ce n'est pas encore le rapport Larose, qui ne sera déposé qu'en août. Mais ce sont les grandes lignes que le commissaire des « états généraux » de la langue française a révélées en grande pompe. Beaucoup de mots pour pas grand-chose. Voyons plutôt.

Rétablir l'affichage commercial unilingue français, comme le parti québécois s'y était engagé quand il était dans l'opposition? Pas question!

Étendre aux cégeps l'obligation pour les immigrants d'envoyer leurs enfants aux écoles françaises? Il faudra repasser.

Boucher les trous dans la loi qui permettent à certains parents immigrants de la contourner? N'y songez pas.

Des mesures pour stopper la

minorisation des francophones à Montréal? Motus et bouche cousue.

De nouvelles mesures dans le domaine critique de la langue de travail? Pas un mot.

Un frein à la bilinguisation des services gouvernementaux du Québec? La commission est muette.

Il faut sans doute se rappeler que peu après avoir repris le pouvoir, le PQ a changé de chef: démission de Parizeau, couronnement de Bouchard. Puis, au congrès du PQ, le nouveau président joue le grand numéro du miroir: rétablir l'unilinguisme français? Je ne pourrais pas me regarder dans le miroir, déclame-t-il.

Que s'est-il passé entre le nouveau Premier ministre et

l'ancien chef syndical? Bouchard a-t-il dit à Larose: fais-moi un rapport très savant mais aussi mou et je te ferai ministre? Comme par hasard, la rumeur prétend que Larose se prépare à briguer les suffrages aux prochaines élections provinciales.

Autrement dit, Bouchard a-t-il créé les « états généraux » pour se faire recommander ce qu'il avait l'intention de faire ou de ne pas faire? Pareille supercherie serait une injure à la face de mesdames et messieurs les commissaires, réduits au rôle de pantins.

Il reste à voir si Bernard Landry a les mains liées par les combines de son prédécesseur.

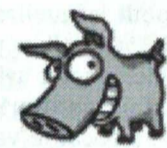
PIERRE DE BELLEFEUILLE



Enfermez Jaggi!

Une organisation citoyenne demande au ministère de la Sécurité publique du Québec de ramener le dangereux manifestant Jaggi Singh derrière les barreaux. En effet, L'APOP (l'Association de protection des oursins de peluches) croit que la libération de Jaggi Singh, le présumé responsable de la catapulte de Québec, représente une menace pour la sécurité de ses membres.

Un délégué porc-ticulier pour le Québec à Los Angeles



LOS ANGELES (Le Couac) - Le Québec est représenté en Californie par un nouveau délégué général bien particulier. Pardon, porc-ticulier, devrait dire Le Couac. Marc Boucher, qui occupe la prestigieuse fonction de délégué général du Québec pour la Californie et sept autres États de l'Ouest américain, est en effet animé d'une passion peu commune: celle des petits cochons.

Marc Boucher, qui travaille à Los Angeles depuis la réouverture de la délégation en janvier, fait depuis belle lurette une collection de petits cochons, qu'ils soient en cristal, en bois ou en verre. Dans sa résidence cossue de Beverly Hills, qui officie temporairement de délégation générale, plus de 500 petits cochons sont présentés aux visiteurs, hommes d'affaires et diplomates de passage. Un accueil bien malaisé, diront certains, pour l'image du Québec à l'étranger.

Le délégué, qui a une longue feuille de route comme délégué du Québec dans le monde, se délecte à parler de ses centaines de petits cochons. Sur son terrain flotte un drapeau. Non pas celui du Québec, détrompez-vous, mais celui des « Trois petits cochons ». Il faut aussi souligner au passage que le délégué Boucher habite dans un quartier juif de Beverly Hills, et que la religion de ceux-ci considère le porc comme un animal impur. Quelle ironie!

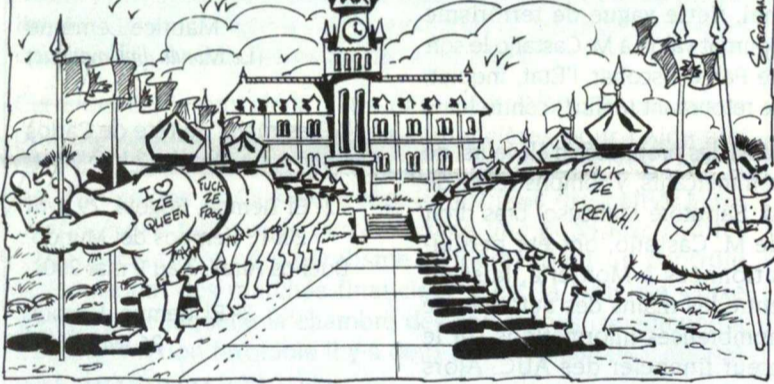
Le délégué, qui se décrit lui-même comme un porcophile - un passionné de cochons en général - a même eu l'idée de créer un écran de veille (screensaver) pour son ordinateur, qui se lit comme suit: « Porcophiles, ensembles!!! », selon les informations du Couac.

Avec un délégué comme M. Boucher, certains en viendront peut-être à s'ennuyer de l'ex-délégué du Québec à Los Angeles, le comédien Émile Genest.

LE COUAC



SEUX DE LA FRANCOPHONIE DU 14-JUIL AU 24-JULI FRANCOPHONES DU MONDE ENTIER, BIENVENUE A OTTAWA !!!



Québec à l'ère des grands sauriens

En tant que neurobiologiste détroqué, je n'ai pu m'empêcher de repenser à ce que j'ai vécu à Québec dans une perspective évolutive. Si la démarche peut sembler naïve, elle est à mon sens essentielle puisqu'elle complète les analyses politiques en abordant les causes ultimes du dernier « Carnaval de Québec »...

D'un point de vue évolutif, le cerveau, ce jello plissé de 1,5 kg, objet le plus complexe de l'univers connu dont nous avons tous le privilège de posséder un exemplaire, sert essentiellement à agir. On pourrait en douter quand on se promène à Laval un soir de semaine pendant Virginie, mais bon, à l'origine ce cerveau a bel et bien été sculpté par la sélection naturelle pour agir, c'est-à-dire protéger le corps qui l'abrite en lui trouvant une bonne grotte, de la nourriture et un partenaire sexuel pour se reproduire.

Aujourd'hui, la grotte a fait place à l'abri Tempo, mais remarquez que rien n'a changé au fond. On a toujours ces bons vieux réseaux de neurones de la douleur et du plaisir, bien enfouis dans ce que certains ont appelé le cerveau reptilien, dont l'hypothalamus est l'un des plus vieux représentants. Ce sont ces faisceaux qui nous font éviter la punition et rechercher l'objet gratifiant, objet de plus en plus symbolique (honneur, pouvoir, etc.) à mesure que les besoins fondamentaux deviennent faciles à combler.

Les structures limbiques (hippocampe, amygdales, etc.),

apparues un peu plus tardivement avec les premiers mammifères, amènent la possibilité de nous remémorer les moyen \$\$\$ utilisés pour parvenir à ces moments agréables. Apparait finalement le cortex cérébral, cette mince couche de neurones dont la surface explose chez l'Homme, l'obligeant à toutes les contorsions pour tenir dans la boîte crânienne. Avec ce cortex explosent aussi toutes les fabuleuses spécificités humaines: le langage, l'art, la science. Mais demeurent présentes, détail non négligeable pour notre histoire, toutes les vieilles structures limbiques et hypothalamiques encore bien utiles pour nous rappeler qu'il faut manger et où se trouve le frigo.

Et Québec dans tout ça? Eh bien Québec fut la démonstration éclatante de deux façons bien différentes d'utiliser ce cerveau. Deux façon bien différentes d'être humain. Ou de ne pas l'être, justement.

Car il y avait, dans la grande cage, rien de plus que ce que l'on ne trouve chez un lézard bien portant qui se chauffe au soleil. Essentiellement un hypothalamus content et satisfait. À la limite, on pourrait parler d'un système limbique comparable à celui de l'écureuil, sachant comment trouver des noisettes et se rappelant dans quel paradis fiscal il les a cachées. Mais de cortex, point de trace. D'où le navrant spectacle des éruptions publiques du grand vaurien hôte de ce zoo reptilien.

Je n'irais cependant pas jusqu'à dire qu'il n'y avait pas d'imagination corticale dans

l'idée de gazer une ville au complet pour éviter de sortir les matraques. Ni dans la façon dont certains groupes de militants ont été infiltrés. Encore moins dans les chefs d'accusation surréalistes qui ont été portés contre certains individus pour les écœurer. Mais donnez-moi les revenus du Service Canadien de Renseignement Secret et moi aussi je vais vous en trouver des manières originales de piéger du manifestant... Quand aux chiens bien dressés qui montaient la garde devant la cage, que dire de plus sinon que Pavlov aurait été jaloux de l'efficacité du conditionnement classique à l'origine de leur comportement.

À l'opposé, à l'extérieur de la cage, il m'a été donné de voir une multitude de cortex agissant, dans un foisonnement et une diversité qui ont toujours été le moteur de l'évolution. Une organisation décentralisée, une entraide spontanée, des discours articulés, des machines étonnantes (« catapulte à nounours... »), des danses festives, autant de trouvailles qui sont le propre de l'être humain. Et ça, tout ceux qui n'avaient pas le filtre déformant de la télévision entre eux et les manifestants l'ont ressenti très fort.

Malgré l'épaisseur des gaz, Québec a donc eu pour moi le grand intérêt de montrer dans une éclatante clarté les deux tendances qui appellent l'humanité: celle, reconfortante et régressive, des « animaux dénaturés »; et celle, (r)évolutionnaire, de ceux qui prennent le risque « d'être humain »...

BRUNO DUBUC

LEQUEL DE CES CLOWNS EST LE MOINS DANGEREUX?



Pourquoi pas Me Guy Bertrand au Sénat?

Soyons beaux joueurs et félicitons Viola Léger et Jean Lapointe de leur nomination au Sénat du Canada, notre très honorable Chambre des lords. Ils ont bien mérité de la patrie et ne sont, quant à leur posture politique, que des colonisés ordinaires.

Il en va tout autrement du pseudo-francophone de service qu'est Laurier Lapiere. À l'exemple de Jean Chrétien, il a fait carrière en luttant contre le Québec. Il souffre du même délire que Me Guy Bertrand, mais depuis beaucoup plus longtemps.

Au fait, est-ce parce que Me Bertrand s'est couvert de ridicule dans ses sorties contre les fusions municipales que le Premier ministre n'a pas envoyé ce fidèle serviteur roupiller à la chambre haute?

MAX

Désinformation-spectacle La Colombie selon Bernard-Henri Lévy

Il fallait s'y attendre. Après avoir sévi en Algérie, avec la pertinence que l'on sait, puis en Angola, au Burundi, au Soudan et au Sri Lanka, «Tintin»-Henri Lévy (THL) a atterri en Colombie¹. Curieux de savoir «qui tue le mieux», des fascistes ou des guérilleros marxistes, il entraîne d'emblée son lecteur dans le département de Cordoba, «dans une de ces zones dont les cartes disent: "Relief et topographie mal connus"». Faute de place sans doute - notre héros ne s'est vu accorder que deux pages! -, on échappe de peu à la découverte de la dernière tribu sauvage n'ayant jamais rencontré un nouveau philosophe! Dommage, la scène eut été belle: «Docteur Levystone, I presume?» On découvrira d'ailleurs un peu plus loin que San Vicente del Caguan, zone démilitarisée contrôlée par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) se trouve «en pleine forêt amazonienne» (laissant perplexes ceux qui, en sortant de cette bourgade, ont cru traverser des dizaines de kilomètres d'une savane où se pratique l'élevage). Laisant sa jungle inexploree, THL se porte à la rencontre des guérilleros marxistes: «Ces gens qui ont à répondre de dizaines de milliers de morts, ces maîtres chanteurs, ces séquestrateurs, ces spécialistes de la "guerre sale"». Le conflit, selon les estimations les plus courantes, a fait de l'ordre de 40 000 morts ces dix dernières années. Durant cette période, tous les rapports - depuis celui de Justicia y Paz (Bogotá, 1992) jusqu'au récent rapport du Haut-commissariat des nations unies pour les droits de l'homme - attribuent environ 80% des victimes à la force publique et surtout aux paramilitaires, pour 20% aux guérilleros. Soit plus ou moins 8 000 morts imputables à ces dernières. C'est beaucoup, mais cela ne correspond en aucun cas aux «dizaines de milliers» de corps spectaculairement annoncés. Le dérapage chiffré n'a rien d'anodin, on l'aura compris. Même traitement pour les insurgés lorsque sont rapportés les enlèvements pratiqués par les insurgés pour se financer - infor-

mation exacte -, mais aussi lorsqu'est à nouveau évoquée «la base rouge» de San Vicente del Caguan et le cauchemar des «prisons souterraines où sont regroupés, paraît-il, des centaines de séquestrés (...). Ce n'est plus du sous-Malraux, c'est du sous-SAS... «Communisme trafiquant, communisme à visage gangster», ce dernier communisme «n'est plus qu'une mafia», assène THL. Certes, l'arrestation, le 21 avril, d'un baron de la drogue brésilien, M. Luis Fernando Da Costa - alias «Fernandinho» -, accusé d'être «en affaires» avec les FARC, a relancé les traditionnelles accusations de «narcoguérilla». Toutefois, les observateurs n'auront pas manqué d'analyser les chiffres et les révélations qui ont filtré après l'arrestation du trafiquant: «Il achetait annuellement près de 200 tonnes de cocaïne colombienne pour lesquelles il payait aux FARC 500 dollars par kilo et 15 000 dollars par avion survolant le territoire de la guérilla»². Un kilo de cocaïne vaut 15 000 dollars au départ de Colombie; un avion en emporte au minimum 100 kilos: on sourira devant des «narcos» aussi peu doués pour les affaires! En revanche, l'examen des sommes confirme (sauf révélations ultérieures) qu'il s'agit bien d'un «impôt révolutionnaire» sur la production, comme les FARC l'ont toujours affirmé et revendiqué. Ce que, somme toute, ne cesse de répéter le président Andrés Pastrana depuis son arrivée au pouvoir et l'ouverture des négociations: «Si le gouvernement croyait que les FARC sont un cartel de la drogue, il ne négocierait pas avec elles. C'est une chose de fonctionner comme un cartel, une autre tirer profit de l'argent que cette activité produit»³. Car tout de même... Quelle curieuse bande de gangsters que celle qui, le 29 juin 2000, a reçu des centaines de paysans, près de 1 000 observateurs, les représentants de 23 pays - dont tous les ambassadeurs des nations de l'Union européenne, celui de l'Organisation des nations unies, etc. - pour analyser les problèmes entraînés par la culture de la

coca, la production de cocaïne, et les moyens d'y mettre fin.

Après avoir réduit les guérilleros au statut de gang criminel, notre reporter planétaire s'intéresse aux fascistes qui «leur livrent une guerre sans merci, dans le dos d'une armée absente». Nul n'ignore pourtant que les «militaires» en question n'affrontent pas la guérilla, mais massacrent les populations civiles qui lui sont censément favorables. À titre d'exemple, 520 assassinats en six mois pour le seul département du Cauca sont attribués à ces «auto-défenses» que l'on appelle, maintenant, les «paramilitaires» (on notera les guillemets). Dans les faits, il convient d'inverser les termes de la proposition: ce sont bel et bien des paramilitaires (sans guillemets) que l'on appelle à présent Autodéfenses unies de Colombie (AUC), dans le but de gommer leurs liens avec une armée (cette fameuse «armée absente») qui, depuis toujours, les forme, les protège et les utilise pour mener la «guerre sale». Pour qui en douterait, on mentionnera le rapport de l'organisation Human Right Watch⁴, la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des États américains (OEA) qui, le 4 mai dernier, s'est déclarée profondément préoccupée par «l'influence croissante des groupes paramilitaires et par l'action ou l'omission des agents gouvernementaux, qui parfois (leur) permettent et y compris collaborent (avec eux) dans des cas atroces de violation des droits de l'homme»⁵.

A Barrancabermeja, principal port pétrolier colombien, depuis le 22 décembre 2000, plus de 5 000 hommes des forces militaires protègent les «paracos» qui se sont emparés de la ville. Dans le Sud Bolivar, l'action simultanée des paramilitaires et de la cinquième brigade (Opération Bolivar) empêche la démilitarisation d'une zone de 4 000 kilomètres carrés permettant au gouvernement de mener un dialogue avec l'Armée de libération nationale (ELN). Le 30 avril, M. Chris Patten, commissaire aux relations internationales de

l'Union européenne à Bruxelles, établissait implicitement une comparaison: «Il existe une forte préoccupation au sujet de l'accroissement des paramilitaires.» En revanche, «le dialogue avec les principaux groupes guérilleros a évolué de manière constante durant les deux dernières années, malgré les problèmes inévitables». Après avoir vilipendé la «narcoguérilla», THL laisse sans réagir M. Carlos Castaño, chef des paramilitaires, narcotraffiquant notoire, affirmer: «Nous on n'est pas dans le trafic». Les preuves depuis longtemps s'accumulent sur l'étroite collaboration entre AUC et trafiquants. La guerre en Colombie se résumera, dans cet article pitoyable, à un affrontement entre «narcoguérilleros à l'œil torve, le sourire voyou», et un psychopathe dont «je me demande s'il n'est pas tout simplement camé» (un simple consommateur, en quelque sorte).

Pour qui suit les développements du conflit, le fait majeur demeurera, le 30 mai (deux jours avant la publication des exploits de THL), l'annonce de la présumée démission de M. Carlos Castaño, qui abandonnerait la direction des AUC. Sous la pression de la communauté internationale, le gouvernement colombien a donné, ces dernières semaines, les signes d'un raidissement vis-à-vis des paramilitaires. D'une part, les autorités attribuent à une guerre entre ceux-ci et des tueurs à gages de la bande de «La Terraza» (ex-alliés devenus ennemis et dont certains membres ont proposé au gouvernement de se rendre et de révéler les liens entre paramilitarisme et de hauts commandants militaires) les explosions de voitures piégées qui ont fait 30 blessés, le 4 mai à Cali, et 9 morts et 137 blessés à Medellín le 18 mai. Cette vague de terrorisme pourrait valoir à M. Castaño le sort de Pablo Escobar, l'État, inquiet, se retournant (enfin!) contre lui.

Ainsi, les propriétés d'éleveurs, de commerçants, y compris celles de M. Salvatore Mancuso, bras droit de M. Castaño, ont été perquisitionnées à Montería, laissant entre les mains des autorités de nombreuses informations sur le cœur financier des AUC. Alors qu'une partie de son état-major entend, dit-on, engager en représailles une campagne terroriste contre le gouvernement, M. Castaño refuserait d'affronter l'État (dont il demeure somme toute la création). Son image détestable

fait le reste, et une mise au vert, si elle se confirmait, permettrait sans doute d'apaiser la communauté internationale.

Autre fait majeur, l'accord signé le 2 juin entre le gouvernement Pastrana et les FARC, prévoyant la libération de 42 soldats et policiers prisonniers de la guérilla (elle en détient près de 500) et malades, en échange de l'élargissement de 15 guérilleros emprisonnés, également en mauvais état de santé. Depuis de très nombreux mois, cet échange humanitaire se heurtait à l'opposition féroce du haut commandement militaire et du ministre de la défense (on notera au passage que ce type de problème ne se pose pas avec les paramilitaires: ils ne font pas de prisonniers). Cette première défaite des durs du système pourrait ouvrir la voie à d'autres pas dans l'humanisation du conflit.

Les FARC continuent d'affirmer que si le président Pastrana désire la paix, il doit «abandonner le modèle néolibéral», «récurser la dette extérieure» et «créer un modèle économique nettement plus redistributif». Quand on connaît la concentration de la richesse en Colombie, de telles revendications ressemblent à un coup de poignard pour une oligarchie qui ne veut pas entendre parler de négociations. D'où, pour «l'observateur sagace» «Tintin»-Henri Lévy (c'est ainsi qu'il se décrit), cette interprétation de la guerre, «un affrontement de malfrats et de pantins, de clones et de clowns», renvoyant les belligérants dos à dos. Mais n'a-t-il pas déjà apporté son soutien aux fascistes lorsque, dans les années 1980, il réclamait du gouvernement Reagan une intervention militaire au Nicaragua, et soutenait ardemment les Contras?

Maurice Lemoine
(Le Monde diplomatique)

- 1- «Les maux de tête de Carlos Castaño», Le Monde, 2 juin 2001.
- 2- El Tiempo, Bogotá, 29 avril 2001; Tiempos del Mundo, Buenos Aires, 3 au 9 mai 2001.
- 3- El Tiempo, Bogotá, 26 avril 2001.
- 4- «Colombia's Military Linked to Paramilitary Atrocities», Washington, 23 février 2000. Site de l'organisation Human Rights Watch.
- 5- <http://www.cidh.oas.org/>



Californie

La privatisation en faillite

Pacific Gas & Electricity, la plus grosse compagnie d'électricité de Californie, vient de déposer le bilan. Elle laisse une ardoise de 8,9 milliards de dollars. Parmi ses créanciers, Bank of New York et Bank of America, de très grosses banques. Feront-elles aussi faillite? Non. L'État est là. Si tout va mal, il paiera Bank of New York et Bank of America.

Un million de Californiens privés de courant en janvier, puis des coupures de courant obligatoires quartier par quartier: ça s'appelle l'économie du rationnement. Comme dans la France occupée.

En 1996, la Californie a libéralisé son marché de l'électricité (loi appliquée en 1998). L'offre n'a pas suivi la demande. Non seulement elle n'a pas suivi, mais elle a dramatiquement chuté après 1996. Qu'est-ce qui intéresse un capitaliste? Avec sa mentalité un peu paysanne, il pense que s'il baisse l'offre, les prix vont monter, et il fera plus de fric. Entre 1998 et 2000, les prix ont été multipliés par quinze!

Certes, le prix du gaz, base de l'électricité (les centrales à gaz) a augmenté. En plus, les Californiens n'ont pas pu acheter d'électricité aux États exportateurs d'électricité (Nord-Ouest), eux-mêmes sous la vague de chaleur et qui voyaient leurs réserves hydrauliques fondre.

Mais c'est le principe même de la privatisation qui est en cause. Comme tout Madelin moyen, le privatiseur s'était dit: «Je vais casser les monopoles production-distribution. Ou tu produis, ou tu distribues. Beaucoup de petites entreprises produisant de l'électricité, en concurrence, vont produire meilleur marché que des méchants monopoles publics.» Résultat: les monopoles coupés en deux ont produit moins et distribué beaucoup plus cher.

Fort de sa science, le privatiseur avait en même temps imposé un maximum de prix aux producteurs, bien au-delà des coûts de production de 1998 des gros méchants monopoles. Il

songeait: «J'ai une marge. La concurrence va faire baisser les prix. Or, déjà, ces prix couvrent largement les coûts.» Dans le cul. Le prix était fixé à 20 dollars. L'électricité manquante a été achetée 300 dollars sur le marché du gros de l'électricité au plus fort de la crise. Mais le privatiseur est un homme plein de science. «Vous inquiétez pas, a-t-il dit. Le marché va revenir à l'équilibre, comme tout marché. Les prix vont baisser.»

Les compagnies l'ont cru et se sont endettées pour acheter de l'électricité à 300 dollars. Aujourd'hui, elles sont en faillite.

Les distributeurs auraient pu se couvrir contre les variations de prix en négociant des contrats à terme avec les producteurs. Le privatiseur le leur a interdit, sous prétexte d'entrave à la concurrence et de risque de voir se reconstituer des intégrations verticales (monopoles déguisés) entre producteurs et distributeurs. Il veut des négociations d'électricité au jour le jour, comme pour les oignons. Il ne s'est même pas aperçu que l'électricité n'était pas stockable et que, dans une région industrielle, on avait besoin d'électricité quel qu'en soit le prix. Bref, qu'il pouvait se torcher avec la loi de l'offre et de la demande. (Bizarre: une ville comme Los Angeles, approvisionnée par une régie municipale, n'a pas connu de coupure.)

Argument du privatiseur: c'est parce qu'on n'est pas allé assez loin, fallait libérer totalement les prix, etc. Exactement l'argument de Staline, qui résolvait la crise agricole par plus de socialisme et de goulag.

Moralité: Balladur est un âne. jamais vu un pensum aussi besogneux et petit-libéral que son article bâclé dans *Le Monde* par un mauvais futur payé en stock-options sur la valeur future Balladur, c'est-à-dire zéro.

ONCLE BERNARD
(Charlie Hebdo)

Abonnez-vous!
et économisez plus de 15\$ par année



Par
téléphone:
(514) 287-9467



ATTAC honoré par Sophie

Vous vous souvenez de ce drôle de livre, *Le Monde de Sophie*? Ni tout à fait un roman, ni tout à fait un manuel de philosophie, ce bouquin nous entraînait à travers 3 000 ans d'histoire de la pensée. Traduit en 42 langues et vendu à plus de 13 millions d'exemplaires à travers le monde, il a fait de Jostein Gaarder, son auteur, un homme riche. Riche mais par con, car le monsieur s'est empressé de créer un prix qu'il décerne chaque année depuis 1997 à des gens ou des organismes qui œuvrent en faveur d'un avenir soutenable pour la planète.

D'un montant de 100 000 \$ US, ce prix est l'une des plus généreuses distinctions mondiales en faveur du développement et de l'environnement. Il a été remis notamment à la journaliste chinoise Sheri Liao qui a mobilisé des millions de Chinois pour des causes environnementales ainsi qu'à Environmental Rights Action du Nigeria qui a contribué à porter à l'attention du public les dommages infligés à l'environnement et les droits humains bafoués par les pétrolières du delta du Niger.

Cette année, le prix vient d'être décerné à ATTAC, l'Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens. Cet organisme international, qui compte une section très dynamique au Québec, a reçu le prix pour avoir entre autre mobilisé des milliers de citoyens dans une puissante contre-attaque contre le néolibéralisme en demandant un contrôle international des marchés financiers. C'est la fameuse «taxe Tobin» pour laquelle la chambre des communes canadienne a voté une motion favorable il y a deux ans sans jamais y donner suite depuis.

Peut-être les 100 000 \$ dont ATTAC entend consacrer l'intégralité à des actions d'urgence et de solidarité internationales pourraient-ils servir à botter le cul de nos députés qui votent d'inoffensives motions pour se donner bonne conscience mais ne font par la suite surtout rien qui pourrait déranger la haute finance ?

<http://www.sophieprize.org/>
<http://attac.org/quebec/>

BRUNO DUBUC



Chirac, gare à ton cul!

Roland Dumas, ancien ministre, est condamné relativement à l'affaire Elf (*Le Devoir*, 30-5). C'est un précédent. Et maintenant que la gauche est installée à la Mairie de Paris et qu'elle a plein accès aux archives de l'ère Chirac, on ne peut que conseiller à m'sieur le Président de la Raie-publique Française de demander au plus vite l'asile politique aux îles Caïman.

Lemoyne a l'air!

La nouvelle ville fusionnée de la Rive Sud s'appellera Lemoyne. Super. On sait que la principale attraction de la banlieue est son air pur, exempt de smog urbain. Les créatifs chargés de promouvoir la nouvelle ville ont un slogan tout trouvé: Lemoyne a l'air! Fuyez le smog urbain... Lemoyne a l'air! Cultivez votre jardin... Lemoyne a l'air! L'endroit idéal pour élever des enfants... Lemoyne a l'air! Cyclistes, roulez sans fin au bord du fleuve... Lemoyne a l'air! Flânez à la terrasse des cafés... Lemoyne a l'air!

JACQUES BOUCHARD

Les cow-boys de la nouvelle économie partent à la conquête de l'Est.

À partir de janvier 2002, le Centre-Sud n'aura plus d'existence officielle. Fini. Kaput. En effet, selon le projet de loi 29 venant modifier la loi 170 sur les réorganisations municipales, le quartier est intégré dans le nouvel arrondissement Ville-Marie, c'est-à-dire dans le Centre-ville. Centre-Sud – Centre-ville, même combat? Ayoye! Pourtant, la loi 170 énonce plusieurs critères devant guider les fusions de territoires, notamment «la préservation des sentiments d'appartenance locaux». Qu'est-ce qui se passe donc dans la tête de nos décideurs pour qu'ils en arrivent là? On serait tenté de répondre: rien. Mais non, désolé, c'est plutôt du calcul, de la stratégie, de la politiciannerie; parce que les enjeux sont majeurs.

D'abord, le poids démographique du Centre-ville est faible par rapport aux autres arrondissements (54 376 résidents en 1996); il fallait donc l'augmenter pour empêcher que les sièges sociaux et les grosses banques ne soient à la merci des tout-nus de l'Est. Avec l'ajout du Centre-Sud (16 500 résidents), l'arrondissement Ville-Marie devient le 12^e plus peuplé de la ville (sur 27). Il sera divisé en trois districts électoraux, on y élira trois conseillers municipaux siégeant au conseil municipal et devant, généralement, suivre la ligne du parti. Il n'y aura pas de «conseiller d'arrondissement» qui n'est redevable qu'à la population, comme c'est le cas dans les anciennes «banlieues» de l'île de Montréal. Cela donne des chiffres hallucinants: dans Ville-Marie, chaque conseiller représentera 23 618 personnes; à Dorval, ce sera 5 856 personnes par conseiller. Le seul élu de ce dernier arrondissement qui siègera sur le conseil municipal ne représentera tout de même que 17 570 personnes.

Deuxièmement, le Centre-Sud est un territoire stratégique par rapport aux enjeux du transport. Un gros projet est présentement sur la table: le prolongement de l'autoroute Ville-Marie et, par conséquent, la transformation de la rue Notre-Dame. De même, on parle beaucoup du réaménagement des accès au pont Jacques-Cartier. Les organismes communautaires, ces emmerdeurs, veulent que ce soit fait en tenant compte des intérêts des habitants du coin. Stratégie, implicite bien sûr: noyons les pauvres qui

demeurent autour du pont (le district Sainte-Marie est un des plus pauvres de l'île) parmi les habitants du Centre-ville; comme ça, lorsqu'on consultera la population sur ces projets majeurs, on ne les entendra pas trop.

Car c'est une disposition de la loi 170 que de rendre obligatoire la consultation sur les projets majeurs d'urbanisme et les changements de zonage. Il est même prévu la possibilité de référendums d'initiative populaire à l'échelle des arrondissements. Sauf que Ville-Marie étant considéré comme un arrondissement stratégique, le conseil exécutif peut y passer outre... Une chance que les organismes communautaires, ces emmerdeurs, soient allés chiâler auprès du Comité de transition de Montréal: ainsi, seul le «quartier des affaires» ne sera pas soumis à cette disposition...

Enfin, le dernier enjeu majeur est celui de la gentrification. Ça fait déjà quelques années qu'on observe un tel processus dans l'ouest du Centre-Sud: développement d'un pôle «culturel» autour de Radio-Canada, TVA, Télé-Québec, les théâtres et les restos-mode qui se multiplient et la Grande Bibliothèque qui s'en vient. Il y a aussi le Village qui ne cesse de s'agrandir vers l'Est et, c'est connu, les homosexuels ont du *cash* à dépenser. Or, la loi 170 prévoit que ce sont les conseils d'arrondissement qui auront le pouvoir de déroger à l'interdiction de transformer des appartements locatifs en condominiums. Rappelons que le nouvel arrondissement comptera trois conseillers. Si au moins deux d'entre eux représentent le parti au pouvoir, le lobby des proprios aura le beau jeu, pendant que les organismes communautaires, ces emmerdeurs qui demandent du logement social, pourront toujours déménager plus à l'Est.

Car à l'Est de la rue de Lorimier, il reste de la place: le district Sainte-Marie est un vrai *no man's land* encore loin du redéveloppement. On peut y caser, aux limites de Hochelaga-Maisonneuve, un beau paquet de pauvres qui n'auront rien à dire parce qu'ils seront devenus minoritaires dans leur propre quartier.

MARCO SILVESTRO

CRIMINALISATION DES ENFANTS



On s'en fout!

«Les Japonais accros de la mayo» (*La Presse*, 13-6).

L'enthousiasme

«Le plancher de revenus pour les assistés sociaux n'enthousiasme pas Rochon» (*La Presse*, 30-5). Et réciproquement, Rochon n'enthousiasme ni les assistés sociaux, ni les planchers...



La Banque mondiale proteste

Alors que la Banque mondiale venait d'annoncer l'annulation de sa prochaine rencontre en raison des milliers de protestataires attendus, la porte-parole s'insurgeait: «Il est temps de s'opposer à ce type de menace à la libre discussion!»

Eux-autres ils l'ont l'affaire!

En l'an 2000, 7,2 millions de personnes possédaient une épargne mobilière ou monétaire d'au moins un million de dollars US (les biens immobiliers et les œuvres d'art non comprises. Faut leur laisser des petites zones privées quand même...).

La fortune totale du club des millionnaires a atteint 27 000 milliards de dollars US en 2000. Au Moyen-Orient, les avoirs des 220 000 membres du club des pleins aux as ont augmenté de 18% pour atteindre 1 300 milliards \$ US. En Europe les 2,3 millions de riches et chiants possèdent des avoirs de 7 200 milliards \$ US. Enfin, en Amérique du Nord, les 2,5 millions de d'aspirateurs à billets possèdent 8 800 milliards \$ US.

Il existe au sein de ce groupe 57 000 ultra-riches dont les avoirs sont d'au moins 30 millions \$ US (excluant le contenu du petit cochon de leur progéniture, bien sûr). Ce petit groupe d'obsédés des billets verts possède à lui seul 8 370 milliards \$ US.

Pour vous donner une idée de la fortune gérée par ces suceurs de richesse, les dépenses totales du gouvernement québécois en 1998-1999 ont été de 44 milliards de dollars... canadiens.

GÉRONIMO TREMBLAY

Au secours!

«Lise Payette revient à la SRC» (*Le Devoir*, 6-6). C'est dans des moments comme ceux-là qu'on approuve les coupes budgétaires dans la télé publique.

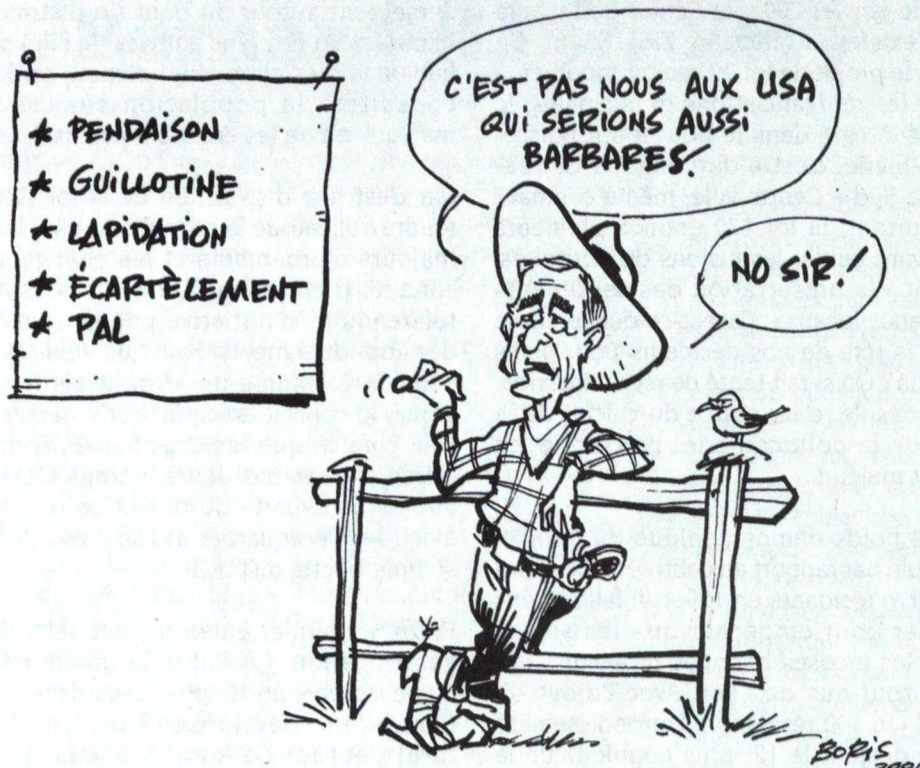
TÉ-SHIRTE Le Couac



Un cadeau idéal, surtout si vous allez dans le Sud... Tailles: médium, xx-large

Envoyez un chèque de 15 \$ + 3\$ pour les frais de poste à l'adresse du journal. Quantité limitée.

Les États voyous



Dans les pays de liberté, la loi commune est l'abolition, c'est la peine de mort qui est l'exception.

Partout, dans le monde, et sans aucune exception, où triomphe la dictature et le mépris des droits de l'homme, partout vous y trouvez inscrite, en caractères sanglants, la peine de mort.

— Robert Badinter

George Dubya Bush est maintenant assuré de passer à l'histoire. Pas comme il l'aurait voulu, cependant. Père de l'expression États voyous, qu'il voudrait voir appliquée à ces pays tels la Corée du Nord, Cuba, l'Irak et autres contempteurs des droits et des libertés, Dubya voulait ainsi créer une nouvelle catégorie d'États.

Il a manqué son coup!

Les États voyous, voyez-vous, seraient plutôt ceux, parmi lesquels les États-Unis font particulièrement bonne figure, qui, de sang-froid et mus sans aucune autre passion que la vengeance, assassinent encore leurs citoyens délinquants. Bush gouverneur, près de 150 texans ont été exécutés par un État autoproclamé moral,

mais résolument vulgaire et barbare. En 2000, 452 prisonniers hantaient le couloir de la mort des prisons texanes.

La peine de mort est l'aune à laquelle on départage les pays de liberté des autres. L'ancien ministre de la Justice français Robert Badinter l'avait clairement exprimé au moment de l'adoption de la loi abolissant la peine de mort à l'Assemblée nationale en 1981: «La question ne se pose pas en termes de dissuasion ou de technique répressive, mais en termes politiques et surtout de choix moral. Que la peine de mort ait une signification politique, il suffirait de regarder la carte du monde pour le constater. On y verrait les pays abolitionnistes et les autres, les pays de liberté et les autres. Les choses sont claires. Dans la majorité écrasante des démocraties occidentales, en Europe particulièrement, dans tous les pays où la liberté est inscrite dans les institutions et respectée dans la pratique, la peine de mort a disparu.»

Il cite Sénèque en étant choqué «qu'un homme tue un homme, non sous le coup de la colère ou de la peur, mais seulement pour le regarder mourir».

Même si Montherlant a déjà écrit qu'il vivait dans une

époque où, Dieu (!) merci, une condamnation à mort ne déshonorait personne et qu'Alphonse Karr, un siècle plus tôt, avait cru être drôle en s'écriant: «si on veut abolir la peine de mort, en ce cas que MM. les Assassins commentent», les cowboys du Texas et des 38 autres États sanglants se retrouvent en charmante compagnie sur ce plan, avec des parangons de vertus démocratiques comme la Chine, l'Irak, le Soudan, l'Afghanistan et autres paradis très peu artificiels.

Membre honoraire des États voyous et leader mondial en matière de puritanisme, bigoterie et autres grossièretés, les USA n'en décernent pas moins aux quatre coins du monde des certificats de vertu civique. Si les cowboys pouvaient réfléchir, on pourrait leur refiler ceci, du grand Jaurès: «La peine de mort est contraire à ce que l'humanité depuis deux mille ans a pensé de plus haut et rêvé de plus noble. Elle est contraire à la fois à l'esprit du christianisme et à l'esprit de la Révolution.»

Mais c'est peine perdue.

MICHEL RIOUX

Masturbation

Le Vatican a condamné un rapport d'un prêtre sur la masturbation, en réaffirmant que l'hétérosexualité était la seule forme acceptable de sexualité. Le père Marciano Vidal, un réformiste espagnol, a publié récemment le résultat de trois années d'études sur la masturbation, indiquant qu'il n'avait pas trouvé de preuves que la masturbation était immorale. Le cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi au Vatican, a réfuté la plupart des analyses du père Vidal. Il a indiqué que la masturbation était mauvaise, et a demandé aux catholiques de ne plus se masturber.

Fumisterie

Dans une chronique intitulée «Fumisterie», Richard Martineau cite un ex-directeur de la FDA (Food and Drug Administration), qui reprend une des inventions publicitaires préférées de la propagande des talibans de la lutte antitabac (Voir 7-6): «une cigarette est une sorte de seringue en papier permettant aux usagers de s'injecter régulièrement une dose de drogue dans le sang.» Dans le même ordre d'idée, on pourrait aussi affirmer qu'«une circulaire publicitaire déguisée en journal culturel est une sorte de seringue de papier permettant aux annonceurs et aux groupes de pression politiquement corrects d'injecter un maximum de conneries dans le cerveau des consommateurs.» Par exemple, dans sa chronique de la semaine précédente intitulée «No Logo», il écrivait: «Spencer Tunick, c'est un gros Fuck You lancé à la société de consommation. Fuck You aux mannequins de 12 ans et aux pectoraux gonflés à l'hélium.» Grâce aux hasards du montage, la chronique est juxtaposée à une pub de gym, et la phrase en question apparaît juste à la hauteur des seins d'une super pitoune siliconée et bodybuildée. No logo et gros lolos, ça ajoute beaucoup de crédibilité à la chronique.

Un téton venu des USA débarque en ville avec son kodak pour photographier 2 300 zozos qui s'aèrent le zizi, en claquant des dents et des bijoux de famille. Si on leur avait demandé de boire un verre de Kool-Aid avant de s'étendre, comment auraient-ils réagi? La plus grosse connerie dans tout ça, c'est que les conservateurs du Musée d'Art Contemporain songent à acquérir une des photos pour 18 000\$. La méthode de marketing du pusher d'images itinérant n'a rien de très art contemporain. La technique était courante dans les cabarets et les trappes à touristes, jusque dans les années 1960. Si elle est presque disparue ici, elle est encore grandement pratiquée comme attrape touriste ailleurs dans le monde. Il s'agit pour le photographe de tirer le portrait des touristes et des amoureux en goguette, en leur laissant un ticket numéroté pour aller acquérir leur photo le lendemain.

Le mec s'est trouvé un plan de marketing efficace: foutre un groupe à poil dans les rues de New York, et convoquer en même temps la télévision et les flics. Poursuites criminelles garanties. Succès commercial assuré. C'était la recette du graffiteur Keith Haring: zizi, police, TV, New York. Un graffiteur qui fuyait les flics et la caméra faisait remarquer qu'il ne s'était jamais fait arrêter, et faisait tout pour l'éviter. Alors que Haring se faisait pincer à répétition, toujours devant les caméras de TV. Il y a des journalistes qui ont du flair pour dénicher la nouvelle, quand même.

Il y a quelque chose de désolant de voir un Musée qui se plaint constamment du manque de budget d'acquisition, prêt à acheter l'œuvre du premier peddler d'images venu des USA, pendant que les artistes locaux doivent se soumettre à l'arbitraire des jurys de technocrates universitaires. La bonne raison d'acheter la photo de l'amerloque serait l'établissement du record Guinness du plus grand nombre de culs nus sur l'asphalte humide. La thérapie de groupe et les records Guinness ne sont pas des manifestations artistiques. Quand la culture Guinness entre au musée, on se demande à quand le concours du plus gros mangeur de hot dog, du plus gros pet, ou de la plus grosse boulette de crottes de nez. Pour 18 000\$, je me ferai un plaisir d'aller photographier l'événement.

JACQUES BOUCHARD

La presse compressée

L'actualité expliquée par les gros titres de la grosse Presse

- «Bush donne le feu vert au projet de défense antimissile» (2-5), «Tordu comme on l'aime...» (17-5).
- «Le républicain James Jeffords menace de faire basculer la majorité au Sénat américain» (24-5), «Les rats avaient la vie trop belle!» (12-5).
- «La gauche doit accepter les bons côtés du marché» (28-5), «Amazon.com supprime 1300 postes» (31-1), «Le marketing est partout» (31-1), «Les assistés sociaux plus pauvres qu'en 1990» (8-5).
- «Faire le deuil» (11-2), «Les plus riches au monde sont encore plus riches, selon une étude» (15-5).
- «Alain Dubuc devient PDG du Soleil; André Pratte lui succède comme éditorialiste en chef à La Presse» (3-5), «Longue vie au théâtre» (8-5).
- «Nouvel espoir pour le traitement du sida» (6-6), «Un projet de congélation d'humains aux É.-U.» (31-5).
- «Victoire de Berlusconi» (14-5), «Va chier, pourri, pas bon (...))» (1-6).
- «De l'esprit chez les abrutis» (18-2), «Des députés alliés poursuivent leur réflexion» (11-5).

FRANÇOIS PATENAUDE



Zzzzz...

«Les récentes nominations réveillent le débat sur la pertinence du sénat» (La Presse, 18-6). Pendant ce temps les sénateurs dorment toujours.



Un député au dessus de tout soupçon?

À la Chambre des communes, haut lieu de la démocratie canadienne, on a interrogé le 9 mai le Premier ministre, le très honorable Jean Chrétien, aussi connu plus familièrement comme le «p'tit gars de Shawinigan», à propos de la lettre qu'un député de son parti a fait parvenir à l'un de ses commettants, l'informant de son refus d'intervenir en sa faveur. La raison du refus? L'électeur n'aurait pas voté pour lui aux dernières élections.

Toute personne sensée serait outrée par une telle partisanerie. Le député, qu'il siège à droite ou à gauche du président de la

Chambre, a les mêmes obligations envers ses électeurs.

Toute personne sensée serait scandalisée par pareille irresponsabilité. Le député représente toute la population de sa circonscription.

Toute personne sensée serait indignée devant un tel mépris du secret de l'isolement.

Mais notre «p'tit gars», au tréfonds de sa petitesse, n'était ni outré, ni scandalisé, ni indigné. Il n'a pas blâmé son député. Quelques jours plus tard, celui-ci, qui s'appelle Baxter et représente, en prin-

cipe, la circonscription ontarienne de Scarborough South-west, s'est finalement rendu compte d'avoir fait un faux pas et a présenté des excuses. Ce faisant, il a précisé qu'il avait pris seul cette décision, «sans pression de qui que ce soit.» Mon œil!

Commentaire du «p'tit» gars: «Je suis heureux que la situation soit revenue à la normale.» Sans que le «p'tit gars» ait eu à se prononcer sur une question de morale politique. On ne sait jamais. Ça peut faire boomerang.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

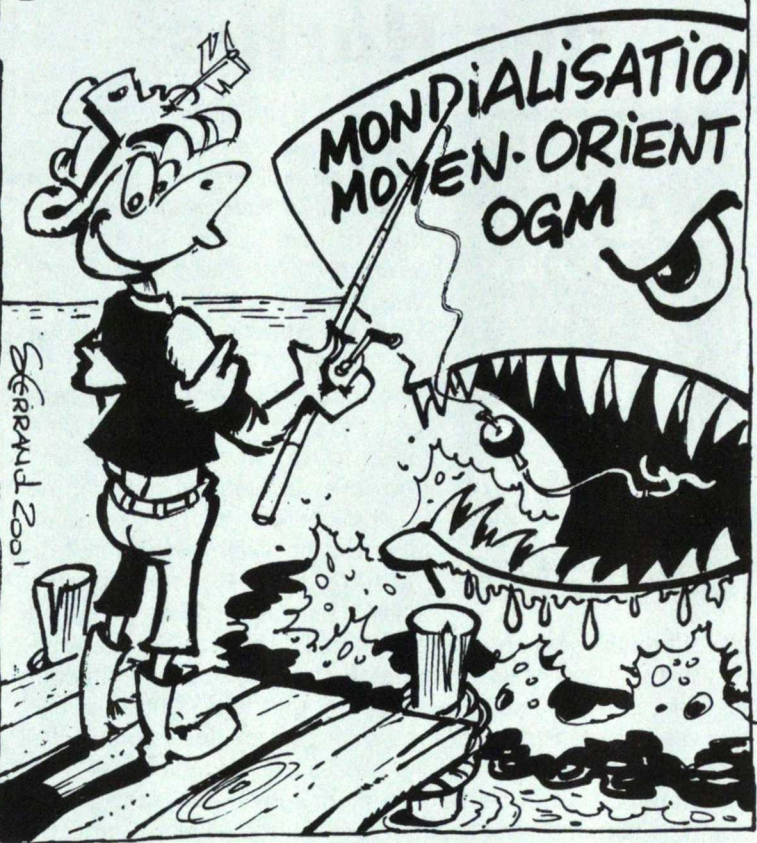
Abonnez-vous!
et économisez plus de 15\$ par année



Par
téléphone:
(514) 287-9467



C'EST L'ÉTÉ. TOUT VA BIEN!



Il ne le savait pas mais il l'a écrit pour Le Couac

Bernard Shaw



Bernard Shaw (1856-1950), fut dramaturge, critique musical, philosophe politique et brillant observateur de son époque.

- Celui qui peut agir. Celui qui ne peut pas enseigner.
• Journal: moyen de communication incapable de faire la distinction entre un accident de bicyclette et l'effondrement de la civilisation.
• J'ai défini l'Américain cent pour cent comme un imbécile à quatre-vingt-dix-neuf pour cent.
• L'homme est le seul animal qui estime sa richesse en fonction du nombre et de la voracité de ses parasites.
• Si tous les économistes se tenaient par la main, ils n'arriveraient même pas à une conclusion.
• L'exécution sur un échafaud est la forme la plus exécrable de l'assassinat car elle bénéficie de l'approbation de la société.
• Le problème des pauvres, c'est la pauvreté; celui des riches, l'inutilité.
• Les architectes dissimulent leurs erreurs sous du lierre, les médecins sous la terre et les ménagères sous de la mayonnaise.
• Un soldat est un anachronisme dont nous devons nous débarrasser.

Bernard Shaw, Les Pensées, Paris, Le cherche midi éditeur, 1992.

LE CANARD DE BIBLIOTHÈQUES

Loft Story ou les nouveaux gladiateurs

Jusqu'à-là relativement épargnée par les reality shows et autres émissions profondément débilantes, la France subit depuis le 26 avril dernier les remous provoqués par Loft Story, sorte de sitcom sans acteur diffusé quotidiennement sur la chaîne privée M 6 et retransmise 24/24 heures sur son site internet.

Petite sœur de Big Brother, Loft Story est avant tout ce huis-clos réunissant 11 jeunes « cobayes » (6 hommes et 5 femmes âgés de 20 à 29 ans), dans un loft de 225m². Surveillés par 26 caméras, épiés par 50 micros dissimulés à travers l'appartement et le jardin, ces jeunes évoluent ou plutôt, à les entendre parler, dégénèrent ensemble sous le regard plus que curieux de la population. Mais ce n'est pas tout. Chaque semaine, les participants (les lofteurs) et le public éliminent un des habitants de cette cage sophistiquée. Au terme de l'émission, après 70 jours d'une vie commune ponctuée par des défis pathétiques suggérés par les internautes (par exemple, réaliser de la vaisselle en poterie et un œil en mosaïque), des ébats sexuels attendus et prévisibles, et quelques crises de nerfs, les 2 heureux gagnants (un garçon et une fille) se verront attribuer une maison d'une valeur de 3 millions de francs, soit à peu près l'équivalent de \$619 000. C'est tout? Non, car les producteurs, en plus de caresser la veulerie et le vulgaire, sont aussi pervers. L'« heureux couple » ne conservera sa maison qu'à condition qu'il poursuive cette misérable aventure pendant 6 mois dans sa nouvelle cage dorée, sous le regard, cette fois, de webcams. S'ils échouent, adieu la maison!

Ils devront se contenter de 150 000 fcs ou \$31 000 chacun.

Dans les bureaux, les écoles, à la radio, la télévision, dans les journaux, partout on parle de Loft Story. Davantage que l'exhibitionnisme de ces jeunes requins qui veulent impérativement recevoir la même exposition que celle jusque-là réservée aux stars et qui implorent à tout prix que la roue de la fortune s'arrête sur leur triste sort, c'est surtout le succès de cette émission qui effraie. Jugez donc: 75% des moins de 15 ans la regardent, et elle affiche des parts de marché records chez les 15-34 ans. Entre 6 et 7 millions de paires d'yeux se délectent chaque soir du spectacle qui leur est donné, avec des pics de 8 à 10 millions tous les jours à chaque élimination de candidat. L'audience internet de la chaîne (M 6) a été multipliée par 40 sur un an, celle des sites ayant ne serait-ce qu'évoqué Loft Story connaissant elle aussi une nette progression.

Sans pour autant jouer au rabat-joie, il est tout de même étonnant de voir à quel point on consacre papier, réflexion et bavardages intempestifs au vulgaire, au débile consacré, alors que des sujets de plus grande importance dorment tranquillement dans nos placards...

Aussi, quelle leçon, s'il y en a une, pouvons-nous tirer de cette triste aventure? Après tout, les cobayes ne sont peut-être pas ceux que l'on pense, ces jeunes qui ont volontairement décidé de s'enfermer. Mais ce sont plutôt ces millions de personnes dont la conscience est littéralement ligotée par l'émission, ces individus « capturés » par des multinationales sans scrupules qui cultivent les plus bas instincts, bref tous ces spectateurs cantonnés dans le rôle du plus pur voyeur armé d'un pouvoir minable qu'il utilise à son gré pour déconstruire couples et amitiés.

Enfin, comment ne pas penser aux combats de gladiateurs sous l'empire romain? En ces temps que l'on croyait révolus, la devise des patriciens et son mépris envers la plèbe se résumait par la formule lapidaire « du pain et des jeux ». Du pain pour nourrir le peuple, des jeux pour le distraire. Aujourd'hui, nous nous apercevons que des multinationales au pouvoir oppressant comme Endeavour, le groupe néerlandais producteur de l'émission, utilisent des moyens à peine plus sophistiqués dans leur façon de traiter la population, à qui elle donne une télécommande et une arène peuplée cette fois de « bimbos » et de decervelés se livrant avec plaisir à un jeu dégradant.

AUDE RIBIS

En bons dialecticiens et obéissant à une tradition rhétorique fortement ancrée dans le pays, les français débattent de ce qui est présenté comme un phénomène sans précédent. Les analyses psychologiques côtoient les études économiques, les réflexions sociologiques portant aussi bien sur le non-contenu de Loft Story que sur la non-réaction du public français. C'est sans compter les commentaires sur les problèmes de droit civil, de droit du travail, les problèmes relatifs aux droits fondamentaux et aux droits de l'homme qui ont été largement évoqués dans les médias. S'y ajoutent enfin de nombreux forums et débats qui tentent de décortiquer le phénomène en l'étudiant sous tous les angles.

L'EUTHANASIE, D'ACCORD, MAIS SOUS CERTAINES CONDITIONS



Augmentations, drogue et politique

Les députés fédéraux verront leur indemnité augmentée de 20%. Quelle est la vraie raison de cette augmentation? Récompenser leur obéissance et leur apathie en chambre? C'est du moins ce que laisse croire Jean Chrétien quand il dit: « il y a eu des hausses pour les fonctionnaires dans les années précédentes, alors que les députés étaient gelés » (Le Devoir 30-05).

Du mur de Québec à la forteresse européenne

Du 25 au 27 juin devait se tenir, à Barcelone (Espagne), la conférence annuelle sur le développement économique de la Banque mondiale (BM). Réjouissons-nous, l'organisation a pris la décision d'annuler la rencontre en raison des protestations prévues déjà depuis plusieurs mois. La BM a donc opté pour un sommet virtuel en ligne sur Internet et, au moment où nous écrivons ces lignes, des hackers des quatre coins du monde se préparent à perturber l'événement...

Évidemment, cela ne change en rien les politiques colonialistes de la BM, mais sa légitimité vient tout de même d'être sérieusement ébranlée. Cette décision n'a sans doute fait que stimuler davantage les milliers de militants et militantes qui se sont rendus à Göteborg, en Suède, pour empêcher la tenue du sommet de l'Union européenne (UE) qui s'est tenu du 14 au 16 juin dernier.

Outre la présence de Bush, on voulait surtout dénoncer les politiques racistes de l'UE en matière d'immigration: militarisation des frontières, installations de camps de déportation et contrôles d'identité systématiques dans les zones européennes. En Allemagne, pour l'année 2000 seulement, plus de 32 000 personnes ont été déportées par voie aérienne, où les méthodes douteuses ont déjà entraîné la mort de plusieurs d'entre elles. Ces protestations portaient aussi sur la militarisation de l'UE qui vient d'intégrer l'alliance militaire d'Europe de l'Ouest et de créer une force d'intervention rapide composée de 50 à 60 000 mille soldats prêts à être mobilisés en 60 jours en cas de conflits, même dans les régions périphériques.

La coalition qui a assuré la coordination des actions comprenait des groupes populaires de différentes tendances dont Ya Basta! (Finlande et Italie), Non-Violence Network (Göteborg) et Globalization from below (Stockholm), auxquels se sont joint des syndicats ouvriers révolutionnaires (CGT-Espagne, CNT-France, FAU-Allemagne, IWW-États-Unis, SAC-Suède), des fermiers sans-terre du Bangladesh, l'Action mondiale des peuples et plusieurs groupes anarcha-féministes.

Dès le 5 juin, les membres du Non-Violence Network se sont affairés à la mise en place d'un camping près du centre de congrès, afin de symboliser le droit d'être là où les décisions se prennent et où se déroulaient tous les conseils de délégués. La première manifestation a ainsi eu lieu le 14 juin, question d'offrir à Bush et ses intendants l'accueil qu'ils méritaient. Le 15 juin, journée d'actions à la Ya Basta! (confrontation non-violente), dont le but ultime était de pénétrer à l'intérieur du centre. Le tout s'est clôturé par une grande manifestation, le 16 juin, pour souligner la clôture de la rencontre.

La participation massive des différentes populations des pays scandinaves était bel et bien au rendez-vous, leur opposition à l'UE s'étant fait sentir dès le début des années 1990. Le vote en faveur de l'intégration du Danemark à l'UE était d'une telle faiblesse que le pays a dû procéder à un deuxième référendum pour s'assurer ne serait-ce qu'un minimum de légitimité!

MARIE-EVE LAMY

Pour avoir un compte rendu des événements, consulter les adresses suivantes: www.j15.org; mokraft.net/gbg2001 et www.indymedia.org

Noam Chomsky La guerre comme politique étrangère des États-Unis

Revenant sur la guerre comme chemin pris par le capitalisme pour s'imposer au monde, ce recueil nous invite à lutter contre un système qui aggrave les inégalités devant le droit et l'économie

préface de Jean Bricmont



De la guerre comme politique • 208 pages, 19,95\$ taxe incluse!

Bon de commande à nous retourner

par courrier: COMEAU & NADEAU ÉDITEURS c.p. 129, succ. de Lorimier, Montréal (Québec) H2H 1V0

Je règle par: [] Mandat [] Chèque

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

En vente dans toutes les librairies, 22,95\$ + tx # TPS: 143635464





Le Couac, juillet 2001, page 8

Sur le Lévesque essentiel

Victor Teboul est un auteur attachant, sensible à la complexité des choses, humain, avisé dans sa vision des êtres et des situations. En témoignait déjà son roman, *Que Dieu vous garde de l'homme silencieux quand il se met soudain à parler*, où il est question des sentiments et des perplexités d'un jeune immigrant juif arrivé d'Égypte avec ses parents au début des années soixante.

Victor Teboul publie maintenant un petit livre dont le sujet tient dans le titre: *René Lévesque et la communauté juive*¹. D'abord, quatre pages d'introduction comportant quelques lignes sur Lévesque au sujet duquel, dès 1970, l'auteur

avait changé d'opinion: « Je me rendais compte alors combien il incarnait un idéal qui dépassait la cause indépendantiste. Il représentait des valeurs pour lesquelles nous, étudiants, luttons, quelle que fût notre origine ou notre langue, soit la dignité, l'égalité, la justice. Et sans doute représentait-il aussi une certaine forme de liberté. »

Ensuite, dans ce livre, on trouve une interview télévisée datant de mai 1982 de Lévesque par Teboul, sur l'antisémitisme, l'Holocauste, la communauté juive au Québec, Lionel Groulx, les opinions des Juifs en matière de politique québécoise, le nationalisme québécois, Israël, la

question palestinienne, etc. L'interview est reproduite *verbatim*. On croit entendre Lévesque. Bon sens. Aucun apprêt. Sens de la vérité.

Enfin, un essai de Teboul, une dizaine de pages sur l'opinion juive (y compris ses divergences) au sujet de Lévesque, du Québec, du souverainisme. C'est une bonne étude, précise, mais trop courte.

Tout cela est à lire, avec intérêt et profit. Une belle objectivité s'en dégage.

PIERRE VADEBONCEUR

¹ Edité par la maison Les Intouchables, Montréal, 2001.

Le Boucher des Hurlus



« **L**e plus duraille restait cependant devant eux. Qu'ils le veuillent ou non, il allait bien falloir se farcir maintenant les malheurs du petit Jésus, comme s'il ne s'était jamais rien passé d'autre depuis bientôt deux mille ans ». Voilà ce que se disent les quatre mômes, fils de mutins de 1917, en rentrant à l'orphelinat après avoir pris la tangente et goûté à la liberté pendant deux jours. Motif de l'évasion: retrouver un général, surnommé « le boucher des Hurlus », responsable du massacre de dizaines de milliers de poilus, responsable d'avoir fait fusiller leurs pères qui avaient refusé de monter à l'assaut de Perthes-les-Hurlus. Vont-ils y arriver? Ça... Mais autant le dire tout de suite: on aimerait les aider à le débusquer, ce salopard, tant le dégoût et la rage que ces enfants éprouvent envers cet homme, les galonnés, les bien-pensants et les moutons passés à la décerveuse sont contagieux. L'auteur a parfaitement réussi son coup: nous sommes partants sans hésitation et définitivement pour cette quasi-mission de salut public. *Le boucher des Hurlus* de Jean Amila est un bouquin trépidant et iconoclaste que l'on peut lire jusqu'au bout de la nuit...

CHRISTOPHE AUGIS
(Le RIRE n°38)

Jean Amila, *Le Boucher des Hurlus*, Gallimard, série noire, n° 1881

MAURICE
et
PATAPON



Quand la nourriture de l'esprit ne suffit plus...

Chaque été depuis maintenant 5 ans, l'université Dartmouth située à Hanover, au New Hampshire, organise un Institut sur la culture française (Institute of French Cultural Studies). Véritable camp d'été pour universitaires zélés et prometteurs, il réunit 4 semaines durant une vingtaine d'étudiants en fin de thèse et de jeunes professeurs, tous issus des meilleures universités américaines faisant partie de la « Ivy League » (Yale, Harvard, etc.). Ensemble, ils participent d'une initiative visant cette année à recueillir les apports de différentes disciplines autour du thème « Visual Culture in France », ceci en vue d'organiser des cours répondant aux objectifs de programmes interdisciplinaires au sein des Études culturelles françaises (French Cultural Studies).

Organisé par Lawrence D. Kritzman (de Dartmouth), en qui l'homme d'affaires rivalise avec l'universitaire, de même que Nelly Furman (de l'université Cornell), l'Institut réunit aussi les plus grosses « têtes pensantes » des universités américaines et françaises. Mais si les noms des invités de même que leurs titres sont prestigieux, il en va tout autrement de l'appellation des colloques et séminaires qu'ils

sont venus spécialement animer et encadrer.

Ainsi, la « Gillette safety rasor Lecture », loin de vanter les mérites de ce merveilleux rasoir, désigne la conférence d'Howard Bloch, célèbre médiéviste de l'Université de Yale. Espérons seulement qu'il ne sera pas trop « rasoir » avec sa conférence sur les manuscrits médiévaux...

Au cours de la « Grand Marnier Lecture », ne vous attendez surtout pas à picoler car il s'agit bien là d'affaires sérieuses. Henri Zeiner, grand historien de l'Art venu tout droit d'Harvard, vous enivrera plutôt de ses réflexions sur le thème « Did the Renaissance have a Visual Culture? ».

L'acool ayant la côte cette année, le « Benedictine and Brandy Seminar » sera quant à lui animé par le réalisateur français Patrice Leconte.

Dans le style grano, on a aussi droit à la « Central Soya lecture ». J.-C. Mathieu, de l'université Paris VIII, vous nourrira uniquement de ses paroles sur « Une contrefaçon du visible dans les tableaux parisiens: les petites vieilles de Beaudelaire ».

Que voulez-vous! Inviter les grands noms, ça coûte cher,

trop cher pour des universités qui se voient forcées d'aller chercher du financement auprès du privé, même si c'est au prix de certaines absurdités. Car les sponsors sont parfois bien exigeants et réclament en échange de leurs contributions une certaine visibilité. Sans que cela n'ait l'air de déranger outre mesure les organisateurs des conférences, pendant que les universitaires planchent sur la culture visuelle en France, ils sont les victimes de cette même culture dans sa version la plus marchande de l'autre côté de l'Atlantique, arborant les logos de Lacoste, distribuant des programmes sur lesquels les noms des Air France, Rosey Jekes Clothing et autres compagnies apparaissent de manière ostentatoire.

Quant aux étudiants et professeurs, s'il est convenu d'avance qu'ils repartiront la tête pleine, ils ne repartiront pas les mains vides pour autant: à l'ouverture de ce merveilleux petit marché combinant joyeusement nourriture intellectuelle et préoccupations matérielles, tous ont reçu des savonnettes et autres échantillons odorants de L'Occitane, tandis que quelques élues se sont vues attribuer des bijoux Agatha.

AUDE RIBIS

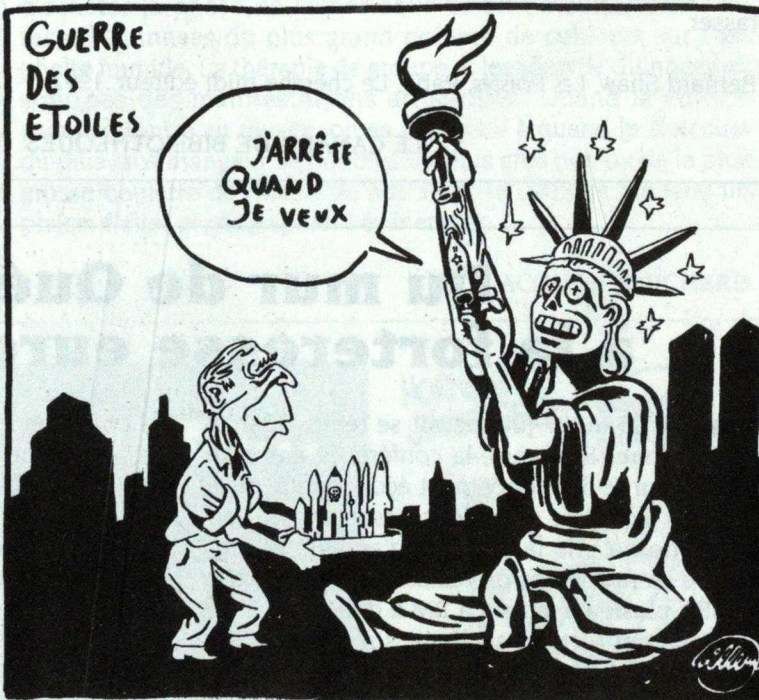
Au balcon d'Hiroshima

La guerre de 1939-1945 se termine... Deux truands – mariols et opportunistes – embastillés pour braquages à main armée profitent d'un bombardement pour se faire la belle et devenir résistants de la dernière heure. « Encore un petit rien, les filles tondues, et c'avait été la libération, avec un mec du genre grande asperge qu'on baladait partout. » Les deux lascars, après bien des tribulations, se retrouvent au Japon à la recherche de leur complice parti avec la thune du hold-up. Le hasard qui fait bien les choses – et qui parfois les fait plutôt mal – va bientôt les réunir. Mais l'essentiel est ailleurs, là où on l'attend moins: dans le récit de la confrontation des hommes à une situation difficile, où, les masques tombant, il ne reste plus que lâcheté, égoïsme, bassesses en tout genre...

Jean Amila, dans un style argotique et direct, doublé d'un féroce humour noir, nous entraîne dans un voyage éprouvant: comme un pain maousse dans les tripes! Ça secoue! Contrairement à ce que chante Irène: « C'est l'amour... qui flotte dans l'air à la ronde... »

CHRISTOPHE AUGIS
(Le RIRE n°38)

Jean Amila
Gallimard, série noire, n° 2007



Démocratie mauvais genre

Ceux qu'intéressent les débats contemporains portant sur la nature de la démocratie, de la citoyenneté ou de l'État plongeront avec félicité dans l'ouvrage collectif *Genre et politique: Débats et perspectives*. Ce livre de poche regroupe une série d'essais, inédits en français, signés par des auteures féministes du monde anglo-saxon. Quelques titres de chapitres donneront une idée des thèmes abordés: « La citoyenneté est-elle sexuée? », « Féminisme et démocratie », « Le genre, le féminisme et l'État », « La mixité dans le politique », « Espaces publics, vies privées ». Au fil de la lecture, on réalise à quel point le discours à prétention universaliste sur la démocratie et la citoyenneté est aveugle aux différences liées au genre. Trop souvent, la masculinité est instituée en norme de l'universel, généralement en toute bonne foi. Ces textes féministes invitent à la réflexion et au dialogue. Entrer en dialogue, n'est-ce pas là la nature de la démocratie?

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

Sous la direction de Thanh-Huyen Ballmer-Cao, Véronique Mottier et Lea Sgier, *Genre et politique: Débats et perspectives*, Paris, Gallimard (coll. Folio-essais), 2000

Invitation

L'information de masse signifie trop souvent: façonner, former. Pour nous, du *Couac*, informer c'est plutôt: renseigner, avertir, affranchir, ... et dénoncer! Nous tentons, à la mesure de nos maigres moyens, d'éclairer les enjeux de société.

Vous trouvez que notre lumière n'éclaire pas fort et disposez d'informations juteuses à nous refiler (preuves à l'appui), ou encore vous aimeriez dire des choses que vous ne pouvez pas dire ou publier? Que vous soyez ou non journaliste, n'hésitez pas et écrivez-nous, *Le Couac* vous ouvre ses pages! L'anonymat est garanti (si tel est votre désir), sinon, c'est la gloire assurée.

Profitez-en, Power Corporation et Quebecor ne veulent pas nous racheter et *Le Devoir*, lui, n'en a pas les moyens...

Le Canard masqué



CISM
89,3 FM